

Abt. 15  
78

78.



3496-8-1-19

Manuscrit  
de feu M<sup>r</sup>. Weiss, abbé  
de Münster.

---

15,78

Don  
de M<sup>r</sup>. Gaasek  
Cure à Garnick,

---

Don  
to Mr. Parsons  
Care of Parsons

---



### Question importante.

Le Concordat tant que signé  
par Bonaparte n'est pas autorisé  
et le Pape, n'est rien pour la  
République, Bonaparte n'est  
pas autorisé à faire définitivement  
pareil Traité. Il faut que ce  
Traité soit soumis aux Corps  
Suprêmes de la nation pour être  
adopté et sanctionné, il n'est  
donc d'autre Concordat pour la  
République que celui d'août Germinel  
expliqué et mis en exécution par  
les articles y joints qui l'organisent.  
Or, ce concordat, selon que le 3er  
Article est entendu par le  
Gouvernement le Corps législatif,  
le Conseil d'Etat, le Tribunal, et



par Bonaparte lui même dans la  
Proclamation qu'il a fait de loi  
ce Concordat, dis-je dans ce sens  
ne rétablit le culte catholique  
qu'en tant qu'il est soumis aux  
lois de police, notamment aux  
articles Organiques, en un mot le  
culte catholique esclave d'un  
gouvernement qui déclare ne  
professer aucune religion.

Telle est donc la proclamation  
du Gouvernement dans la loi du  
18 Germinal, Déclaration claire  
précise et manifeste, Evêques  
Prêtres catholiques, je vous  
accorde la liberté d'exercer  
publiquement votre culte, mais  
un culte soumis dans toutes ses parties  
aux lois de police, notamment aux  
articles organiques. Les Evêques, les

2  
Prêtres qui accepteraient Evêchés,  
cures, &c, et qui exerceraient  
publiquement le culte, même  
sans avoir fait au préalable  
aucune Déclaration d'adhésion  
au Concordat ni aux articles  
Organiques, ne sont-ils pas censés  
accepter et exercer le culte et se  
soumettre aux lois de police, et  
soumettre eux mêmes leur culte  
à ces lois? — Quid tibi videtur.

### Réponse

Il me parait étonnant, que  
sous ceux qui exercent publiquement  
les fonctions du St Ministère dans  
la nouvelle circonscription des  
Evêchés et paroisses, en suite d'une  
mission des nouveaux Evêques et  
d'une autorisation ou agrégation de



la part du Gouvernement, doivent  
être regardés et par le public et par  
le Gouvernement, comme s'étant  
implicitement obligés d'observer  
le régime et les règles prescrites  
à l'exercice public du culte  
catholique, ou autrement dit, les  
conditions sans lesquelles le  
Gouvernement n'autorise, ni n'agré  
aucun Prêtre pour l'exercice public  
de ce culte. Or, les articles Organiques  
de la Convention du 26 messidor  
an 9. sont le régime et les règles  
prescrites à l'exercice public  
du culte catholique rétabli en  
France, ce sont les conditions  
sous lesquelles le Gouvernement a  
crû pouvoir autoriser, sans danger  
pour lui, comme dit Portalis,  
l'exercice public du culte catholique;

5  
ce sont même, selon le Gouvernement  
les lois de police convenues par  
le Premier article de cette  
convention, et à l'observation  
desquelles est attachée la permission  
que le Gouvernement accorde  
d'exercer publiquement ce culte  
et par conséquent, ce sont les  
conditions sans lesquelles le  
Gouvernement n'autorise, ni  
n'agré aucun Prêtre pour exercer  
publiquement les fonctions de  
son ministère, comme il conste  
encore davantage par l'exclusion  
de tous ceux qui au vu et su du  
Gouvernement se sont prononcés  
ou se prononceraient ouvertement  
contre l'ensemble des articles  
Organiques. Ces règles et conditions



sont posées en loi d'état par le  
Corps législatif, et comme telles  
publiques par Le Gouvernement  
dans toute l'étendue de la république:  
ainsi tout Prêtre &c. qui est  
autorisé, ou agréé par Le  
Gouvernement pour exercer  
publiquement les fonctions de son  
ministère, doit être censé s'être  
implicitement obligé à observer  
les articles organiques de la  
convention du 26 messidor, à  
moins que lors de son autorisation  
ou agrément, il n'ait publiquement  
et, pardevant son Evêque, et  
pardevant Le Gouvernement,  
déclaré qu'il ne s'obligeoit, ni ne  
pourroit en conscience s'obliger

à observer les dits articles, de telle  
manière qu'il ne puisse être réputé  
ni par Le Gouvernement, ni par son  
Evêque, ni par le public s'être soumis  
même implicitement et par le fait,  
à ces lois.

Supposons que Le Gouvernement  
ait fixé les règles et les conditions  
selon lesquelles l'office de notaire  
public doit s'exercer dans toute  
la république, et qu'il en fait une  
loi qu'il a solennellement publiée.  
Dans ce cas quiconque se présente  
pour obtenir une pareille office  
ne demorde-t-il pas qu'il a la  
volonté d'observer ces règles et  
conditions? et quiconque est autorisé  
par Le Gouvernement d'exercer cet  
office, ne doit-il pas être censé



L'être obligé implicitement et par le  
fait de se conformer à ces règles et  
conditions?

Mais me dira-t-on, un Prêtre, un  
Curé &c en vertu de son Ordination  
et de sa mission ecclésiastique a droit  
d'exercer publiquement les fonctions  
de son ministère, indépendamment  
de l'autorisation ou agrégation du  
Gouvernement; et le Gouvernement  
n'a aucun de lui prescrire de telles  
règles ou conditions; et si, à raison  
que pareilles règles ou conditions  
seroient prescrites, tout Prêtre  
devrait d'abord cesser ses fonctions,  
il seroit bien facile à tout  
Gouvernement impie de proscrire  
entièrement la véritable religion.  
Il y a donc une grande différence entre  
le cas d'un Notaire public et celui

d'un Prêtre, &c.

Rx. s'en conviens, et c'est pourquoi  
je crois qu'un Prêtre &c. qui, sans  
être autorisé ni agréé par le  
Gouvernement, exerce publiquement  
son ministère, ne doit pas être  
censé s'obliger par là à observer  
les lois organiques, non obstant  
la publication solennelle qui en  
a été faite: et par conséquent  
qu'il ne doit pas cesser ses  
fonctions. Si non peut être qu'à  
raison de certaines circonstances  
le public auroit des motifs  
plausibles pour croire qu'il est  
comme les autres, autorisé ou  
agréé par le Gouvernement et  
comme tel soumis à ces lois, dans



ce cas, pour ôter le scandale, il seroit  
obligé de le délabuser par tous les  
moyens possibles, peut être même  
seroit il obligé de desister, s'il  
n'y avoit pas d'autre moyen  
d'ôter efficacement le scandale.

Mais quand un Prêtre, un Curé,  
soit par lui même, soit par son  
Evêque, a recouru au Gouvernement  
pour en être autorisé, ou agréé  
pour l'exercice public de son ministère,  
ou même qu'il accepte une mission  
de son Evêque qu'il doit n'être  
donnée que d'après l'agrément  
du Gouvernement, il parait qu'il  
doit être censé la demander, ou  
l'accepter sous les conditions  
publiques et connues sous lesquelles  
le Gouvernement l'accorde et sans

6  
lesquelles il ne l'accorde pas. Car  
quoique le Gouvernement n'ait  
rien de véritablement avec un droit de lui  
prescrire de telles règles ou  
conditions, toutefois il se gère  
il se proclame comme ayant  
ce droit, et comme ne voulant  
et ne pouvant même, sans exposer  
la tranquillité publique, comme  
le dit clairement Portalis dans  
son discours du 25 Germinal,  
autoriser ni agréer aucun Prêtre  
pour l'exercice public de son  
ministère, que pour autant qu'il  
se soumet, ou moins implicitement  
à ces règles et conditions.  
Ainsi tout Prêtre de qui d'une  
manière ou de l'autre, à son recours



vers le Gouvernement pour en  
être autorisé ou agréé, paroit  
devoir être censé reconnaître  
par le fait, dans le Gouvernement  
ce droit et ce pouvoir qu'il  
s'attribue au respect de la religion  
et de la discipline de l'Eglise,  
et se soumettre aux règles et  
conditions prescrites.

Mais répliquera-t-on aussitôt:  
L'art. X. du concordat ne dit-il pas:  
Les Evêques nommeront aux Cures:  
leur choix ne pourra tomber que  
sur des personnes agréées par le  
Gouvernement? et l'art. VII ne  
prescrit-il pas le serment des  
fidélité à prêter par les ministres  
de l'Eglise avant d'entrer en  
fonction? le Pape consent donc

7  
que ces ministres se fassent agréer  
par le Gouvernement, et même  
qu'ils fassent à cet effet le  
serment prescrit art. VII.  
seul on donc condamner ou  
exister ce que le Chef de l'Eglise  
a consenti et approuvé.

Où Dieu nous en préserve?  
nous faisons au contraire  
profession ouverte d'approuver  
ou condamner, indistinctement  
tout ce que le Chef de l'Eglise  
approuve ou condamne, et de nous  
soumettre humblement à tout  
ce qu'il a décidé ~~ou~~ décidera, décide  
ou décrètera en matière soit  
doctrinale, soit disciplinaire.  
Nous croyons donc pouvoir dire



avec fondement que, lorsque Pie VII  
a consenti et ratifié la convention  
du 26 messidor, il ne prévoyoit  
aucunement que le Gouvernement  
françois interpréteroit le 1er  
article de cette convention de la  
manière qu'il l'a interprétée  
depuis lors. Avant donc il a  
approuvé que le culte de la religion  
catholique, seroit libre en regard  
de l'habitant, relativement aux réglemens  
de police que le Gouvernement  
jugera nécessaires pour la tranquillité  
publique, il ne s'attendoit  
certainement pas, comme il en  
conste par son allocution du  
24 mai 1802, que le Gouvernement  
entendrait le pouvoir qui paroit

8  
lui être accordé de faire certaines  
lois de police touchant le culte  
catholique, jusqu'à prétendre  
avoir droit d'établir et prescrire  
des régles et conditions telles que  
celles contenues dans les articles  
organiques, ajoutés à cette  
convention, encore moins qu'il  
feroit dépendre le rétablissement  
du culte catholique en France,  
et son agression des ministres  
de ce culte, de l'observation,  
soumission, ou acceptation au  
moins implicite de ces articles.  
Ainsi quand Pie VII. a consenti  
que les ministres du culte  
catholique, ne fussent nommés  
que sous l'agression du Gouvernement  
il ne prévoyoit pas que le Gouvernement



exigeroit des conditions iniques  
et exécrées de cette religion qu'il  
paroissoit vouloir rétablir, pour  
donner son approbation, ainsi qu'il  
le fait aujourd'hui.

L'on repliquera sans doute de  
rechef que le Pape a institué et  
institue encore des Evêques - presbiteres,  
et agréés par le Gouvernement,  
malgré l'abus qu'il sait que celui-  
ci fait du concordat: il ne trouve  
donc pas de mal à ce que les Evêques,  
les Curés, les desservans &c. se  
fussent agréés par le Gouvernement.

Px Tout le monde connoît  
les facheuses circonstances dans  
lesquels le St Siège se trouve  
pour le moment. Jamais peut-  
être la Barque de Pierre ne fut

9  
assiellie par une Tempête aussi  
horrible, il semble que toutes les  
puissances des ténèbres sont  
sorties de l'enfer pour tacher  
de la couler à fond. L'on sait  
assez par quelles ruses et artifices  
des prétendus Philosophes  
dominateurs, affectant de vouloir  
rétablir en France une religion  
que leurs freres devanciers avoient  
tâché d'arrêter par tous les  
moyens les plus terribles, ont  
engagé et forcé le Pape à faire  
les sacrifices repris dans le concordat.  
plusieurs de ces Messieurs, ou du  
moins de leurs compagnons,  
inities au mystère d'iniquité,  
ne cachent plus aujourd'hui leur  
dessein: ils triomphent et ne



crainent pas d'annoncer qu'ils sont  
abusés de rétro et d'obtenir ce  
qu'ils n'avoient pu exécuter par  
la constitution civile ou charge de  
1790. Le Pape doit donc voir en  
tremblant les malheureuses suites  
d'une convention qu'il n'a consentie  
que dans la vue et comme le moyen  
qu'il croyoit le plus propre dans  
les circonstances de rétablir la  
religion catholique en France, mais  
que le Gouvernement fait évidemment  
servir à la destruction.

Malgré le développement de cette  
marche hypocrite et insidieuse qui  
se manifeste tous les jours de plus en  
plus, les principaux chefs de ce  
Gouvernement tâchent encore de  
persuader le pere commun des Français  
que leur intention est bonne, mais

10  
que pour le moment ils ne peuvent  
faire tout ce qu'ils voudraient &c.  
Ainsi d'un côté le Pape voit le  
mal qui s'opère et qui s'augmente  
il voit l'extrême difficulté d'y  
apporter un remède efficace, et  
les terribles maux qui peuvent  
résulter d'une rupture ouverte  
et précipitée avec le Gouvernement  
français; d'un autre côté il a  
encore quelque espoir d'un  
arrangement compatible avec  
les principes de la religion catholique,  
et qui pourra reparer une partie  
des maux causés par la mise en  
exécution du nouvel ordre des choses.  
Dans cet état de perplexité, il  
ne doit pas être surprenant si le  
Souverain Pontife tolère bien des choses



qu'il ne solécroît point dans un autre  
tems; S'il donne l'institution  
canonique à des Sujets dont la bien  
raison de craindre qu'ils n'en abusent  
et auxquels il ne l'auroit pas donnée  
dans des circonstances moins critiques,  
à des Sujets précedés par le  
Gouvernement, quand bien même  
il jugeroit qu'ils n'obtiennent  
la présentation que pour autant  
qu'ils se soumettent, au moins  
implicitement, aux lois Organiques,  
attendu sur tout que l'institution  
canonique donnée à un Evêque  
n'importe pas une approbation des  
moyens qu'il a employés pour y  
être présenté, ni des engagements  
qu'il sera peut être dans le cas de  
contracter, dans la suite. Supposé

11  
même que le Pape ait institué des  
Evêques qu'il connoissoit avoir  
préalablement fait la promesse  
explicite de soumission aux lois  
organiques, l'on ne pourroit pas  
légitimement conclure de là que  
cette promesse est liée. Amstel.

D'ailleurs le Pape peut ignorer  
bien des choses qui ne se développent  
que successivement. Pour parvenir  
avec moins de résistance à son but,  
le Gouvernement a eu soin de  
couvrir ses démarches indirectes  
d'un voile épais: Ce n'est que par  
articles organiques, après en avoir  
étudié l'esprit dans les différents  
discours prononcés pour l'admission  
de la loi du 26 Germinal, et les rapports  
faits au sujet de ce projet de loi,



et enfin par l'exécution de ce plan  
apparemment réformateur, du  
moins aux yeux de quelques ignorans  
ou soit disant catholiques, mais  
dans la réalité vraiment destructeur  
de l'Eglise de Jésus Christ, qu'on  
parvient à bien connaître sous  
quelle forme et sous quelles conditions  
le Gouvernement a accordé le  
rétablissement du culte catholique.

Mais, ajoutera-t-on encore les  
Lape institue et envoyés des évêques  
qu'il faut, ou doit savoir ne peuvent  
exercer leur ministère qu'en se  
conformant aux lois de police et  
notamment aux articles organiques.  
ainsi &c.

Px le Pape a publiquement  
reclamé, vis-à-vis du Gouvernement

contre ces lois, que les évêques, les curés,  
les desservans &c. ne fassent de même  
hors de leur autorisation, agrégation  
ou prestation de serment de l'art.  
VI du Concordat, et tout cela sera en  
regle. Par cette réclamation il leur  
a suffisamment fait connaître ce  
qu'ils devaient faire pour n'être  
pas consentant, ou complice aux  
dites lois, ni réputés tel.

Mais enfin pourquoi faire  
aujourd'hui toutes ces questions? il  
y a dix mois, on ne trouvoit là dessus  
aucune difficulté aucun embarras de  
conscience: ne parait-on pas vouloir  
contrarier et heurter le Gouvernement  
sans raison, par pur entêtement,  
et par là attirer une nouvelle  
persécution sur le clergé catholique.  
Px il y a dix mois, on n'aurait aussi



fait aucune difficulté, ni trouvée  
aucun embarras de conscience de  
faire la déclaration pure et simple  
adhesion au Concordat: aujourd'hui  
cependant il semble assez que pour  
telle déclaration on admet en même  
temps les articles exigés de la  
convention du 26 mars 1801. Le temps  
a éclairci bien des choses sur  
lesquelles on n'avoit pas le  
moindre doute: le respect et la  
soumission que le clergé Belgique  
a toujours eus et qu'il a encore pour  
tout ce qui émane de St. Siège ont fait  
qu'on n'examinait pas les choses  
de si près. On ne s'imaginait pas  
que le gouvernement auroit abusé  
comme il le fait, des immenses  
sacrifices que le souverain Pontif  
a eu de voir faire pour acheter la

15  
paix et pour obtenir le rétablissement  
de la religion catholique en France.  
On n'avoit pas assez examiné dans  
quel sens, sous quelle forme, et sous  
quelles conditions le Gouvernement  
accordoit et proclamait la liberté  
et la publicité du culte catholique,  
On n'avoit lu que superficiellement  
les différents discours prononcés pour  
l'admission de la trop fameuse  
Loi du 26 germinal. On se défioit  
à la vérité de la mauvaise foi du  
Gouvernement français ou plutôt  
de ses agens: On avoit aussi une  
certaine défiance des nouveaux évêques  
mais on ne l'avoit pas à un degré  
suffisant, différents événements,  
arrivés depuis lors, et leurs circonstances  
donnaient occasion à bien des réflexions  
qu'on n'auroit pas faites, et qu'on  
n'auroit pas même osé faire de



craindre de passer pour autre et singulier,  
ou tout au moins de marquer de  
charité. Mais enfin, après une lutte  
de plus de dix mois, la droiture, de la  
simplicité et de la sincérité contre  
l'astuce, la duplicité, et la supercherie  
la plus raffinée, nous devons avoir  
appris à nous défier de plus en plus  
dans tout ce qui concerne la Religion,  
d'un Gouvernement et d'Evêques  
qui n'ont presque rien fait jusqu'ici  
que pour nous tromper. Si nous avions  
oublié l'ancien proverbe, nulla fides  
gallo, nous l'avons rattrapé à nos  
Dépens.

Au reste, je laisse à d'autres la  
discussion ultérieure et la résolution  
finale de cette question très importante  
dans les circonstances présentes.  
il me suffira d'avoir exposé

14  
brièvement plusieurs voisons et  
motifs qui me paroissent démontrés  
qu'il y a au moins un doute fondé  
suffisant pour arrêter tout Evêque  
qui ne cherche que la gloire de Dieu  
et la conservation de la dite Religion  
et l'empêcher de faire précipitamment  
aucune démarche, pour se prémunir  
toujours de plus en plus contre les  
embûches du Démon, qui, aujourd'hui  
plus que jamais, Circuit quærens se-  
quem devoret. Je pense qu'il est bon  
d'observer et d'avoir continuellement  
devant les yeux:

I. Que le but immédiat du  
Gouvernement est évidemment  
d'observer la puissance spirituelle  
à la puissance temporelle, de manière  
que la religion catholique soit entre  
les mains du pape.



2<sup>e</sup>. Que le nouvelle chauffe d'âge du culte catholique, contenu dans les articles organiques de la convention du 26 messidor, ne tend qu'à cette fin. Aussi voyons nous que presque par tout ou cette nouvelle organisation s'effectue, ce sont tous ceux, connus d'ailleurs pour n'avoir point de religion, ou du moins qui ont constamment passé pour être fort indifférens et se soucient sur cette matière, qui paroissent témoigner plus de joie et prendre plus de part active à ce prétendu rétablissement de la religion catholique. Cette circonstance seul devoit faire faire bien des réflexions.

3<sup>e</sup>. Que les nouveaux évêques fideles agens et coopérateurs du

19  
gouvernement emploies tous leurs efforts et se servent de toute leur autorité pour mettre ce nouvel ordre des choses en activité, et le faire approuver ou consentir du moins implicitement, par le clergé inférieur.

4<sup>e</sup>. Que par les différentes formules de déclaration, de soumission &c. qu'on a jusqu'ici exigées dans différents Diocèses, et par les diverses manières par lesquelles on pouvoit y satisfaire, même clandestinement. Dans quelques uns, il en résulte une confusion à ne pouvoit presque reconnaître, ni discerner ceux qui ont fait la soumission aux lois organiques d'avec ceux qui ne l'ont pas faite. Confusion certainement bien dangereuse



et bien déplorable pour la religion, et au  
moyen de laquelle le Gouvernement  
va droit à son but, en excitant l'éveil  
contre lequel la constitution du clergé  
de 1790 a échoué. Alors les ministres  
attachés à cette constitution par un  
serment qui devoit se prêter en  
présence du peuple furent généralement  
connus pour ce qu'ils étoient. Les  
vrais catholiques eurent horreur de  
cette constitution et de son clergé, qui  
fut abandonné, honni et méprisé.  
Les Philosophes ont senti en quoi  
ils avoient manqué, ils tâchèrent de  
réparer leur fautes? C'est pourquoi  
aujourd'hui ils y vont avec beaucoup  
plus de précaution et de ménagement  
et qu'ils se servent de l'art de détourner  
et de détourner, tant à l'égard du peuple

16  
que des ministres de l'Eglise, qu'ils  
veulent et espèrent tromper et attirer  
insensiblement dans leurs filets.

Dans le Diocèse de malines, où  
l'organisation vient d'être achevée,  
tous ceux qui sont aux cures primatiales  
sont assez connus pour avoir fait  
précédemment la Déclaration de  
réunion à leur Archevêque conformément  
à ce. de même dit on, que la grande  
majorité des nommés aux succursales,  
il est vrai qu'on a assuré que plusieurs  
de ces derniers avoient renvoyés  
leur certificat, mais à qui, et  
comment &c? il reste ici beaucoup  
d'obscurité et d'incertitude. il est  
vrai aussi qu'il se trouve un certain  
nombre de ceux qu'on a jusqu'ici  
regardés pour avoir refusé la dite



Declaration, qui sont aussi nommés  
Desservans des Succursales, quelques  
uns de ce nombre craignant de  
participer d'une manière ou de  
l'autre, à l'erreur, ou du moins d'être  
confondus avec ceux qui y ont souscrit,  
ont remercié leur nouvelle  
nominations, les autres en plus  
grand nombre, ont eu pourvoir  
se rendre à Bruxelles pour y faire  
leur cure primaire à la tête, le  
serment prescrit par l'art. VI.  
du Concordat. Quant à ceux-ci,  
outre le doute si par l'acceptation  
de leur nouvelle mission et  
l'agrération du Gouvernement, ils  
ne soient pas censés soumis aux  
lois organiques, il en reste encore  
un autre, plus ou moins grand

17  
parmi le peuple attendu qu'il a été  
annoncé ou au moins insinué de  
la part du secrétaire de l'archevêque  
et formellement averti par le Doyen  
du district de Wavre, dans une circulaire  
qu'il doit positivement tenir  
de l'archevêque, que ceux qui  
n'auraient pas fait la Declaration  
de reunion &c. seroient exclus dans  
la nouvelle promotion, ce qui même  
a été signifié à tout le diocèse,  
et attendu que sur la fin, on pourroit  
faire cette declaration secrètement,  
par lettre ou autrement, d'autant  
plus que l'expérience a souvent  
démontré dans les malheureuses  
circonstances où nous nous sommes  
trouvés depuis quelques années,  
que plusieurs de ceux qui se montreroient



pour n'avoir rien fait, avoient  
reellement fait en cachette tout ce  
que le Gouvernement demandoit  
d'eux et sur tout encore qu'on voit  
dans un autre Diocèse voisin, ou la  
soumission a dû se faire publiquement  
et avec un certain appareil, que tous  
ceux qui s'y sont refusés, ont de suite  
été interdits de toutes fonctions.  
D'ailleurs, dans le Diocèse même  
de Malines, on a exclu la plupart  
de ceux qui se sont publiquement et  
clairement prononcés contre les lois  
organiques.

Que peut penser le peuple catholique  
qui voit et pèse toutes ces circonstances  
et bien d'autres qui peuvent être  
propres et particulières à chaque  
individu? après tout cela, est-il bien  
possible de s'engager dans cette

nouvelle boutique, sans du moins  
avoir l'air de prendre part à  
l'erreur dont elle fait profession.

Ne pourroit-on pas comparer le  
nouvel échauffourage du culte catholique  
à un chariot attelé? le concordat  
ou la convention du 26 Messidor  
en est le corps, les articles organiques  
seront les roues, les desservans  
les vicaires représenteront les  
chevaux; les Curés primaires seront  
les conducteurs subalternes, les  
Evêques, les conducteurs en chef.  
Quel moyen de s'attacher à ce  
char sans concourir au mouvement  
de toute la machine? comment  
éviter l'ornélisme des ténèbres  
avec la lumière? qu'elle affreuse  
confusion pour le peuple? la doctrine



des conducteurs et subalternes est  
connue. Si dans quelques occasions  
ils témoignent encore quelque  
répugnance pour les articles  
organiques, c'est qu'ils sentent  
qu'il n'est pas encore temps de  
le montrer à nu vis-à-vis du  
peuple catholique. il est aussi  
connu que le grand nombre des  
desservans, &c. est fauteur ou  
approbateur de cette doctrine  
par la Déclaration de réunion  
conformément &c ou autre semblable  
précédemment faite. Quel signe,  
qu'elle prouve de son orthodoxie  
donnée à un Prêtre fidèle attaché  
au même char, puisque ces  
Déclarations ont pu se faire

19  
clandestinement, et que le Gouvernement  
a suffisamment fait connaître qu'il  
ne pouvoit avoir pour agréables  
que des ministres soumis aux articles  
organiques? et n'est, peut être  
pas relativement à cela que  
les patentes de nomination aux  
succursales contiendront l'attestation  
de la part de l'archevêque que  
le nommé, a un bon et louable  
témoignage<sup>66</sup> et puis encore que  
ce même Gouvernement, par  
l'organe de son Orateur  
Bortalis, annonçait à la face de  
l'univers que les articles  
organiques de la convention  
du 26 vendémiaire ne sont que  
l'expression et la Déclaration



de ce que croient et de ce que pratiquent  
ceux qui appartiennent au culte  
catholique; ainsi à plus forte  
raison les ministres de ce culte  
attachés à son char triomphant  
vous aurez beau dire que vous  
n'avez rien fait, qui vous  
croira? Sinon que vous en  
donniez des preuves convaincantes,  
et comment en donner de  
telles (a)?

La 2<sup>e</sup> lettre de mandats  
de Hanvreckem Secrétaire de  
l'archevêque de Malines en date  
du 3 juin 1763 annonciée à elle  
N. .... nommé desservant de la  
Lucena le d<sup>ni</sup> N. .... qu'il a droit à  
une pension: je ne trouve dans

la loi du 1<sup>er</sup> germinal que deux  
sortes d'ecclésiastiques du  
1<sup>er</sup> second ordre qui ont le droit  
en vertu de leurs fonctions,  
savoir les curés la 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup>  
classe, les desservants sont  
formellement distingués des  
autres et des autres par l'art.  
LXXVII section III du titre IV. qui  
dit que 1<sup>o</sup> que les vicaires et  
2<sup>o</sup> desservants seront choisis parmi  
3<sup>o</sup> les ecclésiastiques pensionnés  
4<sup>o</sup> en exécution des lois de l'assemblée  
5<sup>o</sup> constituante, et que 6<sup>o</sup> et  
7<sup>o</sup> que les montans de ces pensions  
8<sup>o</sup> et le produit des oblations  
9<sup>o</sup> formeront leur traitement.  
de quelle pension veut donc parler  
M<sup>re</sup> Hanvreckem? est ce, celle  
attribuée aux Prêtres de par



N'est ce pas ici le cas où toute  
Prêtre qui ne cherche que les  
intérêts de Dieu et de sa sainte  
religion, doit faire profession  
ouverte, claire et précise de sa  
 croyance, tant vis à vis du  
gouvernement que des évêques  
et des fidèles, surtout dans ce qui a

« Par l'arrêté du 2 prairiel? mais  
« tout le monde sait que par l'édit  
« arrêté pour être admis à la prêtrise  
« il doit constater que le pensionné est  
« revu à son évêque conformément  
« à la loi du 28 germinal: de plus cette  
« condition préalable surannoncée  
« à tout le diocèse par la circulaire  
« de l'archevêque du 4. bre 1802.  
« Bretons gardes, Ne laisez arguis  
« in herbâ. Note de L'Évêque

21  
rapports aux erreurs qu'on cherche à  
recueillir et à mettre en pratique,  
et protestes qu'il ne peut servir  
dans ce nouvel ordre des choses  
que pour autant qu'il ne sera pas  
obligé de se conformer aux articles  
organiques? n'est pas ici le cas  
dont parle S. Thomas 2. 2. 2.  
Quæst. 3. ad 2. 99 tibi fides  
periculatur; quilibet teneatur  
fidem suam aliis propagare vel  
ad instructionem aliorum  
vel ad confirmationem  
vel ad reprimehdum infidelium  
insultationem?

Un gouvernement, qui se fait  
gloire de ne professer aucune  
religion et conséquemment d'être  
infidèle, vous dites publiquement



que les articles organiques ne sont  
que l'expression et la Declaration  
de ce que vous croyez et pratiquez;  
pouvez vous souffrir sans réclamation,  
une pareille insulte qui retombe  
directement sur la religion dont  
vous êtes les ministres? Et si  
St Jérôme disoit de son tems  
qu'il ne vouloit pas qu'un  
chrétien fut patient en matière  
d'herésie (6)

¶ C63 99. Vobis in suspitione  
¶ 99. hereseos. quem quum esse  
¶ 99. patientem, ne apud eos, qui  
¶ 99. ignorant innocentiam ejus,  
¶ 99. dissimulatio conscientia proditorum  
¶ 99. Si taceat. 66. S. Hieronymus  
¶ Epist. ad Romanos.

pouvez vous prétendre du Seigneur  
sans vous rendre coupable d'une  
lâcheté honteuse et criminelle,  
vous faire dans un tems ou, non  
une hérésie: mais le suc et la  
matrice de toutes les hérésies  
menacé de plus en plus d'inonder  
et d'infecter toute la terre?

Né dites pas que, quoiqu'attaché  
au char de l'erreur, vous vous  
opposerez aux articles organiques,  
quand on voudra vous obliger à  
les mettre en pratique, et qu'alors  
on verra ce que vous êtes. Hélas!  
D'après l'expérience de tous  
les tems, craignez plutôt que  
n'ayant pas eu la force de vous  
déclarer assez ouvertement, et  
manifestement dans le moment



de votre amalgame avec les ténèbres,  
le Seigneur ne vous abandonne et  
à vous même, dans les occasions  
particulières, où il s'agit de  
concourir à l'exécution des articles  
organiques. N'en ayons pas nous  
pas de ce un triste exemple dans  
ceux du Diocèse de Malines qui,  
dans l'instant même de l'acceptation  
de leur nouvelle mission, ont  
concouru par un don gratuit,  
d'après l'invitation de leur  
archevêque, à l'établissement  
d'un séminaire dont les Professeurs,  
selon l'article organique XXIV,  
sont obligés d'enseigner une  
doctrine reprouvée par le St Siège.  
(C.).

"(C.) Quamobrem, quia cetero consentis.

25  
"gallicani"; anni 1682 max. ult.  
"prodiit, praedecessor noster  
"Innocent XI. per litteras in  
"firmis dedit, die 23 Aprilis anno  
"1682, post autem expressas  
"Alexand VIII. constitutione  
"99 inter multiplicatas 2c. 66, die 11  
"Aug. 1690. improbarunt  
"Presiderunt, nulla et irrita  
"et declarant multo fortius exigit a  
"nobis pastoralis sollicitudo recurren  
"horum factum in synodo Historiam  
"tot vitiis affectum adoptionem,  
"vel eo in temerariam scandalum  
"ac praesertim post dicta  
"praedecessorum nostrorum Decreta, huc  
"apostolica Sedi summo opere injuriosam  
"reprobare ac damnare debet prout eam  
"praesenti hac constitutione reprobamus et  
"damnamus ac pro reprobata et damnata  
"haberi volumus, Pius in Bulla auctorem  
"fuit.



gouvernerai volontiers comment  
ces messieurs pourroient concilier  
leur présente conduite avec celle  
qu'ils ont tenue l'an 1767, lors  
de l'érection du séminaire général.  
Si d'après une simple invitation  
ils déjà eu cette faiblesse, que sera  
ce, quand le gouvernement  
menacera, bannira &c? Grand  
Dieu quelle perspective pour  
l'avenir? que va devenir notre  
sainte religion? fasse le Ciel que mes  
craintes ne se réalisent pas? Il  
n'y a que vous, Seigneur, qui par  
votre toute puissante protection,  
puissiez arrêter le Déluge des  
maux qui menacent de fondre sur  
votre Eglise Daignez vous  
l'accorder par un effet de votre

24  
bonité et de votre miséricorde  
infirmis q̄ sub huius p̄sidiū  
confugimus, Sancta Dei Genitrix  
&c &c

Voilà Monsieur, ma façon de  
voir et de prendre dans ce nouvel  
ordre des choses: je la soumet  
à votre jugement et critique.  
Entre-tiens j'ai l'honneur d'être

Votre très humble et obéissant  
serviteur N. N.

P. S. j'entends qu'on cric des  
toute part et qu'on fait sonnet  
biens haut qu'il ne s'agit plus des  
lois organiques, et qu'on va même  
rappeller les exils du Diocèse  
de Namur. Mais qui est ce qui  
dit cela et par quelle autorité &c?  
cette fameuse loi du 14 Germinal



est elle revogüee &c. qu'on ne se  
pas; c'est presque toujours quand  
on annonceit de bonnes nouvelles  
qu'on a été le plus trompé.  
N'oubliez donc jamais ce que  
notre divin Sauveur dit à ses  
disciples à l'approche d'une  
grande tentation: *vigilate et  
orate, ut non intretis in tentationem.*











